

TERRORISME INTERNATIONAL

Mohamed Aïssa évoque les Algériens qui ont rejoint Daesh

Le nombre d'Algériens ayant rejoint l'organisation terroriste Daesh est minime par rapport aux ressortissants des autres pays», a réaffirmé hier le ministre des Affaires religieuses lors de son passage au Forum de la Radio nationale. Il a ajouté que ces «quelques dizaines de personnes sont établies à l'étranger».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Plusieurs sujets ont été évoqués hier par le ministre des Affaires religieuses, M. Mohamed Aïssa, à l'occasion de son passage au Forum de la Radio nationale Chaîne 1.

A ce propos, il a réitéré les déclarations faites il y a quelques mois et selon lesquelles «pas moins de 100 ressortissants algériens ont rejoint les rangs de l'organisation terroriste Daesh» et d'ajouter «qu'il s'agit de ressortissants algériens établis dans leur majorité en Europe».

Les propos du ministre algérien des Affaires religieuses sur cette question mettront définitivement fin aux allégations qui avancent le chiffre de 200 Algériens qui ont rejoint l'organisation criminelle depuis 2013. Il est important de préciser que ce chiffre reste très

faible par rapport aux 15 000 Libyens, 7 000 Tunisiens et 2 000 Marocains, pour ne citer que le Maghreb, qui sont partis prêter main-forte à l'organisation terroriste en Syrie et en Irak.

L'autre sujet évoqué par le ministre des Affaires religieuses pour avoir fait l'actualité ces derniers jours est relatif à «l'activité» de la secte Ahmadiya dite aussi «Qadiania».

Pour l'invité du Forum de la Chaîne 1, «cette secte fait dans le renseignement. Il s'agit d'un mouvement religieux qui verse dans l'espionnage». C'est pour cette raison qu'il a lancé un appel aux fidèles «à faire preuve de vigilance quant aux idées de doutes et de déstabilisation de la foi des Algériens et du pays». «La mobilisation menée par les services de sécurité pour la lutte contre ce

fléau antireligieux qui vise la mobilisation à la faveur de ce mouvement étranger à la société algérienne et l'islam, renseigne sur les dangers de cette secte dans notre pays, et cela explique l'inquiétude des pouvoirs publics, d'où la mise en place de mécanismes de lutte contre ce mouvement sectaire, d'obédience «qadianiste», émanant de lobbys manipulateurs et subversifs», a-t-il expliqué.

Sur un autre chapitre, le ministre des Affaires religieuses a mis en avant le «rôle et l'expérience algériens dans le domaine de la lutte contre le fléau terroriste ou encore le système de prévention mis en place pour immuniser la société des interférences liées à la propagande religieuse sectaire». En effet, lors de sa récente entrevue avec le candidat à la présidentielle française M. Macron le ministre avait souligné «l'approche et l'expérience algériennes dans le domaine religieux, plus précisément sur l'islam».

«Nous avons fait savoir à l'homme politique français que nous disposons de la plus grande



Mohamed Aïssa, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs.

représentation communautaire en France et cette importante présence d'Algériens doit bénéficier d'une plus grande représentation au sein des différentes organisations religieuses activant en France.

M. Macron a pris acte de nos observations, comme il a reconnu la qualité de nos représentants religieux, en l'occurrence nos imams qui disposent d'un niveau et d'une formation religieuse

appréciables», a ajouté M. Mohamed Aïssa.

Le ministre des Affaires religieuses a parlé d'autres sujets, tels que «le rôle important joué par les zaouïas, la création prochaine d'un espace de réflexion et d'études religieuses», ou encore l'opération du Hadj qui est fixée cette année à «500 000 DA par personne».

A. B.

Photo : NewPress

TRANSPORT AÉRIEN

Des experts européens pour «ausculter» l'aéroport de Ghardaïa

Les infrastructures aéroportuaires de l'aérodrome international Moufdi-Zakaria de Ghardaïa seront auscultées par des experts de l'Union européenne à partir du début du mois d'avril prochain, a appris l'APS lundi auprès de la Direction des Travaux publics de la wilaya. Cette auscultation, une procédure obligatoire effectuée tous les vingt ans sur les aérodromes, est un dispositif de contrôle des infrastructures aéroportuaires, notamment l'état de leurs plateformes, les pistes d'atterrissage, les aires de manœuvres et les voies de circulation, selon les normes internationales, a expliqué le directeur des travaux publics, Ali Teggat. Cette procédure de contrôle sera effectuée par des experts européens, en collaboration avec les équipes de l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP) et les ingénieurs des travaux publics locaux, a-t-il ajouté. Cet audit s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE (P3A) baptisé «Accompagner le CTTP dans la mise en place de systèmes d'aide à la décision pour la gestion du réseau routier et des ouvrages d'arts» et «Accompagner le CTTP dans l'amélioration des techniques d'aménagement et d'homologation liées à la sécurité routière et aéroportuaire». La démarche contribuera, selon le responsable du secteur des travaux publics de Ghardaïa, à renforcer et maintenir le patrimoine aéroportuaire aux normes exigées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et également permettre aux experts européens et algériens un échange d'expertise pour le développement de l'entretien et le contrôle des infrastructures aéroportuaires algériennes pour leur sécurisation. Les analyses et calcul d'indice ainsi que les méthodes de gestion modernes selon les normes et pratiques européennes dans le domaine de l'entretien et la maintenance des infrastructures aéroportuaires et routières seront exposées devant les ingénieurs locaux afin d'actualiser leurs connaissances, a-t-on fait savoir. Des programmes de jumelage entre l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP) et des organismes européens similaires ont été lancés l'année dernière, dans le cadre du Programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE (P3A), selon la même source. Baptisés «Accompagner le CTTP dans la mise en place de systèmes d'aide à la décision pour la gestion du réseau routier et des ouvrages d'arts» et «Accompagner le CTTP dans l'amélioration des techniques d'aménagement et d'homologation liées à la sécurité routière et aéroportuaire», ces deux programmes de jumelage sont financés par l'UE à hauteur de 1,6 million d'euros pour le premier et 1,3 million d'euros pour le second. Ces deux projets de jumelage sont opérés avec des organismes et des centres d'études et d'expertise relevant du domaine des routes et des infrastructures de France, du Portugal et de Belgique.

APS

L'EXPERT EN ÉCONOMIE ALEXANDRE KATEB :

«L'Algérie a subi une désindustrialisation massive»

C'est le constat sans appel qu'a formulé hier l'expert en économie Alexandre Kateb lors de la tenue à Alger du Forum algérien de l'industrie, appelant à revoir «en profondeur» la réglementation régissant les échanges de notre pays avec le reste du monde. Et d'agir sur la notion de gouvernance.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «A partir des années 1980, il y a eu un décrochage au niveau de la valeur ajoutée industrielle qui a commencé à être inversée petit à petit au milieu des années 2000 notamment avec la montée en puissance du secteur privé dans certains secteurs comme l'agroalimentaire, les matériaux de construction, le secteur privé est devenu la locomotive de croissance de ces secteurs.

A cela s'ajoute la restructuration des groupes publics qui aspirent à devenir des champions nationaux», a déclaré Kateb qui conditionne toutefois cette ambition par l'adaptation de la gestion de ces groupes à ce monde ouvert et «où il y a cette notion de la gouvernance».

«La gouvernance, selon Alexandre Kateb, implique premièrement de faire évoluer les relations entre les différentes parties prenantes de l'entreprise (actionnaires et managers), c'est valable aussi bien pour les entreprises familiales que les entreprises publiques.

Cela implique que l'entreprise soit gérée par ses managers et qui ne doivent pas subir d'interférences



Alexandre Kateb.

de la part de ses actionnaires qu'ils soient familiaux ou relevant de l'Etat.»

Cela doit se faire sur la base de contrats de performance «où le manager remplit son rôle et l'actionnaire n'est là que pour veiller à la création de valeur à moyen et long terme», a-t-il explicité.

Aussi, il n'est pas possible, affirme cet expert, de construire une industrie sans revoir de fond en comble la réglementation actuelle, «en tout cas la gouvernance actuelle au niveau des relations de l'Algérie avec le reste du monde».

Plus explicite, il dira que cela passe «par revoir la réglementation qui encadre les échanges (économiques, commerciaux, financiers) de notre pays avec le reste du monde. L'expert estime que l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation

mondiale de commerce (OMC) sera «une bonne chose» pour le pays, soulignant que si ce processus d'adhésion est mené à bien il «aura un impact positif sur l'économie et sur la gouvernance mais aussi sur la productivité de l'entreprise nationale».

Selon lui, les politiques industrielles qui sont mises en place dans certains secteurs sont justifiées, dès lors que des pays industrialisés ont eux aussi à un moment ou à un autre mis en place des politiques de type protectionniste afin de faire émerger leurs industries que ce soit dans le secteur automobile, la pétrochimie, l'aéronautique, ou même les TIC.

Relevons que le Forum de l'industrie a, coup sur coup, changé de lieu et de programme à la dernière minute.

Les présents ont été nombreux à constater avec surprise que les principaux chefs industriels algériens et sponsors majeurs de l'événement d'hier, notamment MM. Issad Rebrab, patron du groupe Cevital, et Abderrahmane Benhamadi, P-dg de Condor Electronics, n'ont pas pris part à la cérémonie d'ouverture où ils devaient donner deux conférences, alors qu'ils étaient annoncés dans le programme remis la veille.

De même que pour des raisons inconnues, le lieu de l'événement a été transféré du Centre international des conférences (CIC) Abdellatif-Rehal à l'hôtel Sheraton également à la dernière minute. D'aucuns ont déploré cette désorganisation.

Y. D.